

État-providence, géopolitique de la crise, souveraineté

Philippe Tibi est professeur de stratégie et de finance à l'École polytechnique et à Sciences Po Paris. Il a développé sa carrière professionnelle dans les secteurs de la technologie et des marchés de capitaux, à Paris et à Londres. Plus récemment, il a dirigé jusqu'en 2012 les marchés actions, la banque d'investissement et le groupe UBS en France. Philippe Tibi préside depuis 2007 l'Amafi, association professionnelle représentant 120 banques de marché actives sur la place de Paris. En 2013, il fonde Pergamon Campus, École d'économie pour dirigeants et futurs dirigeants.

L'État-providence, victime inéluctable de la crise ?

L'Histoire attribue généralement à Bismarck la création du premier système moderne de protection sociale, dans la Prusse du XIX^e siècle. Mais le véritable succès du concept d'État-providence date de la fin de la Deuxième Guerre mondiale et du début de la période de reconstruction du monde occidental. Ceci n'est pas un hasard.

L'Europe avait en effet voulu fonder sur les décombres de la Deuxième Guerre mondiale un nouveau modèle de protection sociale, inspiré intellectuellement par le rapport Beveridge. Il s'agissait d'une part de rompre avec une forme de capitalisme coupable d'avoir enfanté la Grande Dépression et deux sanglantes dictatures, et d'autre part d'offrir une alternative positive à des populations tentées par le communisme. La sécurité sociale fut ainsi la pierre angulaire d'un développement plus efficace et moins inégalitaire du capitalisme.

Ce modèle de production et de cohésion sociale a réussi en termes

de croissance, d'espérance de vie, de hausse du pouvoir d'achat, de revenus des retraités, d'accès à l'éducation et au logement. Ce succès économique fut aussi une réussite géopolitique et une victoire du capitalisme occidental (même si le modèle américain de *Welfare State* est différent, *New Deal* et *Great Society* furent des initiatives qui visèrent des objectifs comparables). En effet, le socialisme de l'Europe de l'Est s'est brutalement effondré, tandis que le monde émergent importait les règles et les outils du capitalisme tout en conservant ses caractéristiques nationales. À l'aube du XXI^e siècle, il semblait clair que l'Occident et ses valeurs dominaient le monde. *La fin de l'Histoire et le Dernier Homme* de Francis Fukuyama, publiée dès 1992, pouvait apparaître comme le livre annonciateur du triomphe de la démocratie libérale.

Vingt ans plus tard, le tableau est radicalement différent. Le monde occidental, et spécialement l'Europe, est aujourd'hui plongé dans une crise très grave. Cette crise est économique et monétaire, évidemment. Mais elle est aussi sociale car les politiques d'austérité, ou de retour à l'équilibre budgétaire, comme on voudra, ont aussi pour effet de réduire la dépense publique et, explicitement ou implicitement, le système de protection sociale. Indemnités de chômage, remboursements des soins médicaux, systèmes de retraites sont sous pression.

L'Europe occidentale voit donc son statut de zone de progrès social brutalement remis en cause. Les peuples n'y étaient pas préparés. Le lien de causalité entre crise de la dette souveraine et baisse des prestations sociales est difficile à expliquer en termes politiques. Les conséquences géopolitiques potentielles sont immenses. D'abord, le modèle de la construction européenne est gravement remis en cause puisque la crise défait jour après jour sa matrice : méthode communautaire et non inter-gouvernementale, rapprochement et solidarité entre les peuples, politiques coopératives entre nations, communauté de destin entre anciens ennemis. Ensuite, la crise consacre une forme de basculement du monde. Les pays occidentaux sont endettés. Les pays émergents sont leurs prêteurs. Comment imaginer

que cette situation n'entraînera aucune modification des rapports de force dans le monde ?

La question du retour à bonne fortune des finances publiques occidentales est donc centrale. Le noeud gordien politique des stratégies de réduction des déficits est la définition du contrat social, donc de l'État-providence. Il importe de comprendre plus précisément pourquoi ce sujet politique est devenu critique dans la résolution de problèmes économiques, puis de mesurer les conséquences de la crise de l'État-providence sur les équilibres géopolitiques européens et mondiaux.

La crise du capitalisme occidental menace l'État-providence

Les crises récentes nous ont frappé par leur brutalité et leur soudaineté, mais leur origine peut être décelée dans des déséquilibres anciens. Les crises des *subprimes* et des obligations souveraines de l'Europe « périphérique » forment en effet le dernier fragment, paroxystique, d'une séquence longue commencée au début des années 1970. Au cours de ces quarante dernières années, le monde occidental a été caractérisé par la grande instabilité de ses paramètres économiques fondamentaux (fin du système de Bretton Woods et des systèmes de changes flottants, stagflation, désinflation et hausses des taux d'intérêt fixés par les banques centrales, baisse de ces taux et hausse de l'endettement, explosion de diverses bulles de prix). Il a cependant pu améliorer le niveau de vie moyen de ses citoyens, notamment grâce à l'extension du domaine de l'État-providence. Hier synonyme de progrès, celui-ci est aujourd'hui associé aux coûts qui minent la productivité des pays développés, spécialement en Europe continentale. Il convient donc d'analyser ce qui a changé dans le capitalisme occidental pour comprendre pourquoi ces conquêtes

sociales sont aujourd'hui remises en cause.

L'ENTRÉE DANS L'ÈRE DE LA VOLATILITÉ

Fin de Bretton Woods et stagflation

Le 15 août 1971, Richard Nixon met fin à la convertibilité du dollar en or et au système mis en place lors de la conférence de Bretton Woods en 1944. Cette décision tirait les conséquences du ratio insoutenable entre réserves d'or détenues dans les dépôts américains et la masse des dollars accumulés à l'extérieur des États-Unis. Le budget fédéral et la balance des paiements courants enregistraient des déficits importants, principalement en raison des coûts de la guerre du Vietnam et du projet de *Great Society* du président Johnson.

L'entrée dans un système de changes flottants et une inflation croissante créèrent des tensions entre les États-Unis et les pays producteurs de pétrole frustrés d'être payés en monnaie « fondante ». La guerre du Kippour consacre symboliquement la volatilité des cours du pétrole et de l'ensemble des matières premières. L'Occident s'installe ensuite dans la stagflation, une situation économique nouvelle qui voit coexister de hauts niveaux de chômage et d'inflation, à la surprise des économistes keynésiens. Ces dérèglements sont le terreau d'un climat intellectuel néolibéral qui annonce la séquence suivante.

Révolution libérale, désinflation en Occident, hausse du prix des actifs

La décennie 1980 est le théâtre de trois événements majeurs. Ronald Reagan et Margaret Thatcher sont les promoteurs politiques d'une révolution libérale; la Réserve fédérale des États-Unis (FED) et Paul Volcker décident de briser l'inflation en imposant des taux d'intérêts élevés; l'ensemble des régimes autoritaires (bloc socialiste d'Europe de l'Est, Chine, dictatures latino-américaines) s'effondrent ou amorcent les mutations qui les feront participer activement à la

mondialisation.

Ces événements ont des conséquences structurantes pour les quinze années suivantes : la fin de l'inflation des prix des biens et services ouvre la porte à une période de très forte baisse des taux fixés par les banques centrales du monde anglo-saxon. Les changements politiques mondiaux s'accompagnent d'une période prolongée de hausse des profits des entreprises. Les indices boursiers et les prix de l'immobilier progressent en conséquence de façon très importante. La solidarité européenne à l'égard de l'Allemagne (paradoxalement gagée sur des taux d'intérêt élevés et une faible inflation) prépare la création de l'Euro. Partout, l'inflation du prix des actifs succède à l'inflation des prix des biens de consommation.

La mondialisation et ses conséquences inattendues

L'inflation demeure en effet contenue par les progrès de la mondialisation et la capacité pour les entreprises de localiser les composants de leur chaîne de valeur dans les aires géographiques les plus favorables en termes de coûts et de compétences disponibles. Mais la réussite des pays émergents, et singulièrement de la Chine, modifie en profondeur les structures financières et industrielles du monde développé. La Chine enregistre des excédents commerciaux en très forte hausse, donc des flux en dollars déposés à la banque centrale. Son dynamisme économique provoque une forte tension sur les prix des matières premières. Les pays producteurs de ces matières premières (Russie, Arabie Saoudite, autres pétroliers) enregistrent à leur tour des excédents record. Tout comme l'Allemagne qui bénéficie des retombées de l'agenda 2010 du chancelier Schröder et de la très grande demande qu'adressent les émergents à son appareil industriel spécialisé.

Les pays émergents excédentaires ne disposaient pas des infrastructures et des marchés financiers qui leur auraient permis de réemployer efficacement leurs capitaux. Leur meilleur choix d'investissement disponible demeurait les obligations souveraines des

pays développés. Ces flux de capitaux ont provoqué la baisse des taux à long terme des obligations d'État américaines, malgré la décision d'Alan Greenspan de monter les taux courts à partir de l'été 2004. L'Europe bénéficiait également de ces flux, de façon considérable pour les pays « périphériques » dont les taux étaient désormais arrimés par le marché au taux allemand, au nom de la croyance en un paradigme de solidarité et d'homogénéité au sein de la zone Euro.

Au total, les pays développés, et leurs citoyens, ont bénéficié pendant cette période d'une capacité d'endettement renforcée par la faiblesse des taux proposés. Ces effets vertueux ont eu pour contrepartie la formation d'un système de prix d'actifs vulnérable à une très grande volatilité. Cette volatilité augmentait les risques portés par les banques occidentales dont les bilans avaient cru dans des proportions considérables pour refléter leur internationalisation, leur participation à la mondialisation et la hausse du prix des actifs.

Forte hausse du prix des actifs, endettement considérable des agents publics et privés, levier bancaire élevé, incompréhension des risques, tous les ingrédients d'une crise majeure étaient réunis, dans l'attente d'un détonateur qui survint au printemps 2007 : la hausse du taux de défaut des emprunteurs immobiliers de second rang, les *subprime borrowers*.

LES CRISES AMÉRICAINES ET EUROPÉENNES SONT DE NATURE DIFFÉRENTE, MAIS ELLES RÉSULTENT TOUTES DEUX D'UN EXCÈS DE DETTE

La crise des subprimes

La crise de 2007-2008 est techniquement due à la baisse des prix immobiliers et à l'incapacité présumée du système bancaire américain à supporter le niveau de pertes financières correspondantes (estimées initialement par le Fonds monétaire international à seulement 300 milliards de dollars). Mais le niveau agrégé des fonds propres des grandes banques américaines ne se situait qu'à environ 600 milliards de dollars, et comme nul ne savait quelles étaient les banques les

plus affectées, l'ensemble du système bancaire fut considéré comme potentiellement défaillant.

Le spectre d'une nouvelle crise de 1929 (survenue pour des raisons analogues aux États-Unis) annonçait la possibilité d'une série de prophéties auto-réalisatrices et l'amorce d'un cycle déflationniste de Fisher : liquidation des dettes et ventes forcées d'actifs, baisse des prix, faillites, chômage, thésaurisation et hausse des taux réels. Le gouvernement américain et la FED n'ont conjuré ces risques qu'au prix d'une série de mesures sans précédent : recapitalisation et assainissement forcé du système bancaire (TARP), déficit budgétaire keynésien très élevé, politique monétaire non conventionnelle : taux zéro et assouplissement quantitatif se traduisant par le triplement du bilan de la banque centrale.

La crise européenne a ensuite succédé à la crise américaine pour plusieurs raisons : contagion de la récession américaine, fragilisation d'un système financier européen qui s'était aussi exposé à l'immobilier américain, nervosité extrême des marchés financiers (c'est-à-dire des prêteurs) échaudés par leur manque de vigilance dans la période précédente.

La crise de la dette européenne

La révélation de la fraude sur la comptabilité publique grecque au printemps 2010 marque le début de la crise européenne. La dette n'est pourtant pas née avec la crise. L'Europe occidentale était déjà endettée à des niveaux importants. La plupart des États présentaient année après année des budgets en déficit structurel. Mais la réponse keynésienne des États européens à la récession de 2008-2009 allait très rapidement creuser la dette, sans entraîner un rebond massif des taux de croissance parmi les grands pays, sauf en Allemagne. Ce niveau de dette inquiéta la communauté des prêteurs pour deux raisons : le montant de la dette grecque, faible en valeur relative (3 % de la dette européenne), n'était pas négligeable par rapport aux fonds propres agrégés des banques européennes ; le gouvernement

allemand indiqua clairement qu'il ne serait pas solidaire d'une dette souscrite par des gouvernements inconséquents, ce qui fut interprété comme un risque accru sur la qualité de la dette d'une Italie privée de croissance depuis 10 ans et d'une Espagne aux prises avec l'explosion de sa gigantesque bulle immobilière.

L'Europe n'a pas su réagir avec la même rapidité que les États-Unis. La responsabilité de la lutte contre la crise a d'abord principalement reposé sur des initiatives d'une BCE pourtant contrainte par les traités et la surveillance de la Bundesbank. La réponse économique et politique n'est survenue que graduellement, au fur et à mesure de l'accentuation des désordres. Très schématiquement, même si elle doit en toute rigueur s'analyser comme la mise en place d'une série de dispositions techniques importantes (MES, TSCG, Union bancaire), nous l'interpréterons comme un « donnant-donnant » politique dominé par une perception morale de la crise par les pays vertueux : solidarité de l'Allemagne et de ses alliés contre réformes structurelles dans les pays touchés par les déséquilibres budgétaires les plus importants. Et les réformes structurelles s'adressent d'une part au fonctionnement de l'économie par l'augmentation de la croissance potentielle (ouverture des marchés à la concurrence, libéralisation du marché du travail), d'autre part aux dépenses publiques, c'est-à-dire pour partie à l'État-providence.

Les conséquences géopolitiques

Classiquement fondée sur les seuls gains de productivité et de démographie, la hausse des niveaux de vie est ainsi devenue insensiblement gagée sur la capacité d'emprunt du citoyen américain ou européen. Ce qui a été remis en cause à la faveur des deux crises, c'est le recours permanent à la dette, publique ou privée, comme moyen de financer les demandes de consommation et de protection sociale des populations occidentales. Pour ce qui concerne l'Europe, le problème est que le niveau de la dette est aujourd'hui insupportable, pour trois raisons :

- d'abord parce que le service des intérêts est aujourd'hui le premier poste budgétaire de plusieurs grands pays ;

- ensuite parce que les prêteurs internationaux, et parmi eux des puissances émergentes non équipées d'un État-providence développé, ne seront plus prêts à financer des déficits budgétaires permanents sans contreparties politiques ;

- enfin parce que le déficit des régimes de retraite et de santé risque, selon un paradoxe cruel, de saper le fondement même de l'État providence : la recherche de la cohésion sociale.

L'UNION EUROPÉENNE CONTRE ELLE-MÊME ?

La fin du paradigme de solidarité et d'homogénéité au sein de l'Union Européenne

Les lacunes du traité de Maastricht sont maintenant établies. La zone Euro n'est pas une zone monétaire optimale, au sens de Mundell. En cas de chocs affectant une partie de la zone Euro, il n'existe pas, comme aux États-Unis, de mobilité des facteurs de production à l'intérieur de l'Union européenne qui puisse se substituer à l'impossibilité de dévaluer les monnaies nationales. Les traités interdisent par ailleurs de garantir les dettes d'un État-membre (*no bail-out clause*). Et en dehors même des difficultés juridiques, du contrôle des parlements nationaux et des cours constitutionnelles, les opinions publiques ne sont plus disposées à signer des chèques en blanc, après cinq ans de crise. Voir à ce sujet l'impact de l'étude récente de la Banque centrale européenne (BCE), certes affectée par de multiples biais, sur les patrimoines européens désignant l'Allemand « moyen » comme étant détenteur du plus faible patrimoine dans la zone Euro alors que les peuples du Sud de l'Europe apparaissaient dans les premières places du classement.

L'électeur allemand estime qu'il n'est pas juste de lui faire garantir les trains de vie de peuples dont il estime qu'ils n'ont pas fait les efforts auquel il a lui-même consenti (hausse de l'âge de la retraite, baisse

de la durée et du montant des indemnités chômage, développement des « mini-jobs »). Au début des années 2000, l'Allemagne était « l'homme malade de l'Europe » et la réunification était loin d'être achevée. L'opinion allemande attribue sa résurrection économique à ces réformes. Elle oublie sans doute la solidarité démontrée par les européens au cours de la décennie précédente (celle du « franc fort ») et la contribution à son regain économique du boom des émergents dont elle a été une bénéficiaire privilégié en raison de sa structure industrielle. Mais c'est ainsi, et il faudra beaucoup de pédagogie à un gouvernement allemand pour aller au delà des réelles mesures de solidarité déjà mises en oeuvre.

Statu quo impossible en Europe

L'Allemagne et ses alliés ont en effet accepté beaucoup de concessions (ESM, action hétérodoxe de la BCE, Union bancaire). Pour des raisons essentiellement morales qui ne facilitent pas le dialogue politique, ils restent cependant déterminés à voir appliquer, ou afficher, des politiques d'austérité. Traduites en termes grecs, portugais ou espagnols, celles-ci sont des politiques de récession et de déflation salariale. Ceci crée une situation politique extrêmement dangereuse. Même si la crise financière apparaît aujourd'hui moins aiguë en raison de la crédibilité et de la détermination de la BCE, l'épisode chypriote vient nous rappeler que le *statu quo* institutionnel, c'est-à-dire la répétition des « sommets de la dernière chance », est impossible. Deux issues, et seulement deux, demeurent possibles :

- la désintégration de la zone Euro : soit par monétisation de la dette (l'Allemagne s'en va), ou par acceptation de défauts massifs qui entraînerait immédiatement des désordres politiques (fin de l'Union, opportunités pour les extrêmes, animosité contre l'étranger), économiques (récession/dépression, effondrement du système bancaire, stress sur le commerce mondial) sociaux (*bank runs*, insécurité sociale) et monétaires (déflation/dévaluation) ;

- le saut fédéral : l'Europe accepte des transferts vers les régions

non compétitives tandis que des réformes de structure sont mis en place. Cela suppose en l'état un modèle dirigé intellectuellement par les conceptions allemandes, des abandons de souveraineté, un contrôle budgétaire, une véritable Union bancaire et un État-providence reposant sur la démographie et la productivité et non sur des déficits structurels.

Ce dernier scénario comporte beaucoup d'inconvénients. Les opinions ne sont pas préparées au fédéralisme. Les élites politiques n'y sont pas favorables. Les contraintes seront immédiates tandis que les bénéfices possibles ne se matérialiseront qu'à moyen et long terme. Ce scénario ne fonctionnera pas sans croissance et l'augmentation de la croissance potentielle réclame un effort extrêmement important en terme d'ouverture des marchés, d'éducation, de modification des représentations intellectuelles. Mais compte tenu de l'exaspération des peuples, il est la seule issue compatible avec l'Europe d'aujourd'hui. Les partis anti-européens ne gagnent pas les élections en Europe car leurs programmes ne sont pas crédibles. Des signaux d'exaspération sont cependant très clairement émis dans les urnes européennes. Le délitement continu des sociétés civiles est un risque que les partis démocratiques ne doivent pas courir. « Oui! » à un cap clairement défini de retour à l'orthodoxie financière, « Non! » à une austérité insupportable pour les peuples, tel est le nouveau message désormais adressé à très haute voix à destination des gouvernements européens par la Commission européenne, le gouvernement des États-Unis et le FMI.

Une crise économique constitue toujours une épreuve majeure. Mais celles que nous avons connues depuis le début de l'ère de la volatilité avaient plutôt renforcé la protection sociale, dans le but d'en protéger les victimes. La caractéristique de cette crise c'est qu'elle confronte pour la première fois et avec brutalité les populations avec les contradictions de l'État-providence. Est-il, par exemple, légitime de faire payer les frais de santé d'une génération par la génération suivante? Cette crise crée une modification substantielle des conditions de l'exercice du pouvoir politique et elle place de surcroît

la construction européenne à l'épicentre des fractures politiques nationales. La crise de l'État-providence devient donc, via la crise de la dette souveraine, un risque majeur pour le projet européen.

LE BASCULEMENT DU MONDE

D'un point de vue strictement économique, la dette excessive souscrite dans un espace politique fermé ne constitue pas un épisode sans précédent et sans solution. Certes, les dettes devraient être réglées un jour, il y aurait des gagnants et des perdants, mais la fin de partie se traduirait par un simple arbitrage entre contribuables et créanciers, actifs et retraités, etc. Cet arbitrage serait réalisé explicitement ou implicitement, au sein de sociétés partageant des valeurs communes et de multiples liens de solidarité, donc sans impact fatal et brutal sur le modèle social.

Mais cette fois, c'est différent. Nous avons déjà évoqué le risque européen. Il existe une autre singularité dans la situation actuelle : celle d'un Occident collectivement endetté auprès d'un créancier inhabituel, le monde des « anciens pauvres », Chine, pays pétroliers, Russie, Corée, etc. Les nations émergentes ont en effet tiré les leçons de leur propre grande crise, celle des années 1997 et 1998. Elles ont constitué des réserves considérables (9 000 milliards de dollars) et se sont dotés de fonds souverains (3 500 milliards de dollars) dont l'ambition est autant géopolitique que financière.

Le problème est que ces pays, très souvent bénéficiaires de la rente des matières premières et du travail bon marché, sont en réalité des pays riches à population majoritairement pauvre. Leurs dirigeants ne financeront pas un modèle social occidental qu'ils jugent dépassé et en tout état de cause inaccessible à leur propre population. Tel fut d'ailleurs le message principal adressé par les dirigeants chinois tout au long de la crise européenne. S'agissant d'ailleurs de prêteurs qui sont aussi des partenaires commerciaux dont certains voudraient limiter les ambitions mercantilistes, ce message doit être soigneusement médité. Bien sûr, la réalité des rapports de force

n'est pas aussi simpliste. Il n'existe que deux grandes devises dans le monde : le dollar et l'Euro. Les excédents commerciaux de la zone Euro rendent paradoxalement cette devise moins accessible que le dollar. Le principe de diversification des risques impose donc à tous les gérants d'actifs d'acquérir sur les marchés financiers des avoirs en euro, et donc de la dette européenne. Mais un système de dette perpétuelle émis par des pays partageant la même monnaie au sein d'une union politique fragile ne peut être considéré comme immune aux risques géopolitiques et à des défis à la souveraineté des États.

L'État-providence, marqueur de civilisation et enjeu de souveraineté

La crise économique actuelle est donc aussi une crise de l'État-providence. C'est pourquoi sa portée est d'abord politique. L'État-providence est un marqueur politique. Il traduit des valeurs qui ont présidé à la construction européenne. Ces valeurs ne sont pas spontanément partagées par la majorité des pays émergents qui le financent partiellement. Notre système de protection sociale a été conçu, dans ses principes, il y a plus de 70 ans. Son équilibre financier est aujourd'hui structurellement menacé. Depuis 1945, la démographie, la médecine, les technologies, les équilibres géopolitiques ont évolué comme jamais auparavant. Le système de protection sociale doit donc être revu en profondeur pour être adapté au monde qui existe, et non au monde d'hier. Cela ne se traduira pas nécessairement par des régressions sociales insupportables. Seul le *statu quo* est en réalité insupportable car il menace la civilisation européenne.

La réforme doit donc être désormais la première priorité de tous les gouvernements européens, y compris la France, pour deux raisons :

- d'abord pour redonner espoir et dynamisme à des populations anxieuses et tentées par l'aventurisme politique ;
- ensuite pour reconstruire les capacités d'innovation et la

compétitivité susceptibles de conserver à notre territoire sa capacité de production et de création d'emplois.

À défaut, nos grandes entreprises s'en iront ou seront investies, totalement ou partiellement, par les capitaux disponibles, majoritairement émergents. Notre monde en serait bouleversé, notre société fragilisée. La finalité de l'État-providence, conforter la dignité de tous, et en particulier des plus démunis, doit être assurée au prix d'un changement de paradigme, d'une redéfinition du socle de la solidarité et des sources de son financement. Cela signifie réécrire le contrat social pour redonner à la France les moyens d'exercer sa souveraineté.

RÉSUMÉ

L'État providence est une création du capitalisme occidental. Chaque crise économique, depuis un siècle, a renforcé l'emprise et la légitimité de systèmes étendus de protection sociale. Le propre de la crise actuelle est au contraire d'en questionner les fondements. La crise européenne est en effet une crise de la dette souveraine. Face à une obligation de retour à l'équilibre des comptes publics, les réponses politiques ont été jusqu'à présent d'organiser une déflation salariale et/ou de réduire des dépenses sociales. Cette situation pose évidemment des questions de cohésion sociale dans chacun des pays concernés. Mais la crise de la dette porte également des conséquences géopolitiques considérables : d'abord parce qu'elle sape le paradigme de solidarité européenne ; ensuite parce qu'elle révèle que les créanciers émergents ne veulent plus financer un système d'État-providence dont leurs citoyens ne bénéficient pas. L'État-providence est à la fois un marqueur de civilisation et un enjeu de souveraineté en Europe. Sa préservation est impérative, mais elle réclame une confrontation hardie avec les réalités de la démographie, des technologies et des rapports de force géopolitiques. Cet article repose sur des idées discutées dans le cours de finance créé à l'École polytechnique avec le Professeur Alfred Galichon.

ABSTRACT

Welfare state is a creation of Western capitalism. Whilst each economic crisis has enlarged its footprint and raison d'être for the last hundred years, its foundations are currently questioned by the Great Recession in the West. The reason is that this crisis is a crisis of Sovereign debt in the Eurozone which is being cured by wages deflation and/or welfare cuts. Of course, this creates domestic cohesion issues in each concerned country. But this also bears far-reaching geopolitical consequences. First because it severely undermines the paradigm of solidarity within the EU; and because it publicly reveals that creditor emerging countries do not wish any more to finance benefits which are the exclusivity of the citizens of the Western world. Welfare State stands for European civilization. Its jeopardization would also put European sovereignty at stake. Its preservation is of course imperative, but it requires a courageous catch-up with the new realities of demography, technology and geopolitics. This article is based on ideas discussed with Professor Alfred Galichon in the context of Finance lectures at Ecole polytechnique.